

## Prologue

### Diversité sociale, politique plurielle

Les dernières élections, au Mexique, semblent refléter la consolidation d'un système de partis politiques de plus en plus compétitif. La composition plurielle de la Chambre des Députés issue des élections du 6 juillet 1997 et les alternances à Mexico et dans les états de la République (Chihuahua, Guanajuato, Zacatecas, Nayarit, Tlaxcala, etc.) sont autant de signes d'un changement politique sans précédent. Les partis, naguère des figures fantomatiques dans la plupart des régions du pays, semblent prendre vie et le jeu de la concurrence entraîne des transformations visibles dans le fonctionnement des institutions publiques.

Le tableau, toutefois, n'est pas sans ombres; les taux d'abstention particulièrement élevés dans certaines régions, le discours anti-partis diffus à la ville comme à la campagne et les conflits qui se jouent en-dehors des canaux institutionnels, nous obligent à modérer notre enthousiasme. Ces éléments peuvent nous faire penser à une disjonction entre une sphère politique apparemment ouverte et compétitive et une sphère sociale qui ne se sent pas représentée dans ces institutions. S'agit-il là d'un phénomène conjoncturel dû au remplacement graduel d'un système politique non-compétitif par un système compétitif, une sorte d'apprentissage de la démocratie? Ou bien s'agit-il plutôt d'une crise plus profonde des principes et des mécanismes mêmes de la démocratie représentative? Quelles propositions ont été faites, depuis l'État et en dehors de lui, pour établir de nouveaux mécanismes de participation citoyenne et de représentation politique?

Les irrégularités de la démocratisation mexicaine ne semblent pas tenir uniquement à une spécificité locale. Il est frappant de voir à quel point les discussions sur la crise des partis politiques, les formes de la démocratie et la consolidation de la "société civile" recourent à celles qui ont lieu sous d'autres latitudes. L'originalité du cas mexicain repose plutôt sur le fait que ce pays doit faire face à une double transition, celle du passage d'un système politique semi-démocratique à un système de partis politiques compétitif et, en même temps, celle de l'invention de formes de représentation et de participation politique qui aillent au-delà de la démocratie représentative. C'est à l'étude de cette "transition télescopée" que nous consacrons le numéro 36 de la revue *Trace*, l'idée étant d'évaluer la portée des transformations de l'État et du système politique tout en les reliant avec les changements que connaissent les autres sphères de l'action sociale.

En guise d'introduction, Olivier Dabène ébauche les principaux axes de réflexion du numéro. À partir d'une analyse comparative entre les cas du Chili, du Brésil et de l'Amérique Centrale, l'auteur s'interroge sur le poids relatif des mobilisations sociales

et des négociations entre élites dans les processus de démocratisation. Il apporte surtout un élément intéressant à notre discussion en évoquant les rapports entre l'exigence, de la part des acteurs sociaux, d'une plus grande incidence dans les décisions politiques et les réformes mises en place récemment dans plusieurs pays (la Bolivie, la Colombie et le Pérou) visant à établir des mécanismes de participation citoyenne qui aillent au-delà du simple vote. Il montre combien, dans la situation actuelle de crise économique et de marginalisation croissantes, ces changements institutionnels ne garantissent en rien l'efficacité des nouvelles formes d'action collective.

C'est directement à la question de la consolidation du système de partis politiques que s'attaque Jean-François Prud'homme dans le deuxième article. Il soutient contre les idées reçues, que les éléments les plus critiqués du système politique mexicain, en particulier les restrictions légales en matière électorale, ont été favorables à la consolidation d'un système de partis compétitif. Il souligne, par ailleurs, que les effets du changement politique ne se font pas sentir uniquement sur le parti au pouvoir jusqu'à maintenant, mais bien sur l'ensemble des partis qui doivent trouver les mécanismes leur permettant de maintenir l'équilibre entre leurs forces internes et contrôler les ambitions personnelles en même temps qu'ils doivent chercher à consolider leurs articulations avec les différents secteurs de la société.

Hélène Combes nous fournit, à travers son article sur l'Assemblée Législative du DF, une perspective locale des problèmes de la représentation politique. Elle analyse, à l'aide de la notion de "réseau associatif", les différentes conceptions de la représentation dont font preuve les députés d'opposition issus des organisations sociales. Elle s'attache à détecter la construction, incertaine, ambiguë, de nouvelles formes de relations représentants/représentés.

En mettant en relation les transformations du système politique mexicain et celles du syndicalisme, Ilán Bizberg analyse, dans son article, l'émergence d'un acteur syndical autonome. La perte de contrôle du président de la République sur le syndicalisme officiel contribue à la fois à une consolidation du secteur le plus conservateur du syndicalisme ouvrier et à la constitution de nouvelles organisations en-dehors du système corporatiste. L'auteur souligne néanmoins la fragilité de ce nouvel acteur qui n'est que le reflet de la faiblesse généralisée des acteurs sociaux au Mexique. Cela rend incertaine une transition qui est l'œuvre quasi-exclusive des forces politiques.

Sergio Sarmiento Silva et Adelfo Regino Montes introduisent un des éléments récurrents dans les articles suivants: la participation et la représentation politique vues par les acteurs ethniques ou culturels.

Le premier nous donne un panorama des différentes positions qu'ont assumées les organisations indiennes mexicaines face aux élections. Il met en avant une grande diversité d'expériences qui correspondent, dans le cas des organisations qui constituent le mouvement indien national, à deux grands courants: celui des partisans d'une alliance stratégique avec les partis politiques et celui d'un refus total de prendre part aux élections de façon coordonnée.

Adelfo Regino nous fournit une vision indienne de l'actuelle transition démocratique. Il plaide en faveur d'une conception alternative de la démocratisation, qui ne repose pas uniquement sur les partis politiques. C'est à partir de la construction de

régimes d'autonomie que les Indiens, en particulier, pourront prendre part de façon active à la politique régionale et nationale en établissant des mécanismes nouveaux de désignation de leurs représentants.

Willibald Sonnleitner et Edmundo Henríquez Arellano nous fournissent une étude minutieuse, municipalité par municipalité, des dernières élections dans la région indienne de Los Altos de Chiapas. À travers une analyse des différentes stratégies électorales qu'ont adoptées les communautés face au pluripartisme, les deux auteurs montrent comment les formes d'organisation politique traditionnelles se sont adaptées, encore une fois, aux règles du nouveau jeu politico-électoral intégrant progressivement le pluralisme aux pratiques associées aux us et coutumes.

C'est à une autre situation régionale, celle de l'état de Oaxaca, que font référence les deux derniers articles de Jorge Hernández Díaz et David Recondo. Le premier analyse deux cas d'organisations indiennes régionales qui ont eu une trajectoire différente en matière de participation électorale mais qui semblent converger sur un point: la nécessité pour les acteurs communautaires d'être représentés auprès des instances régionales et fédérales même si les partis ne sont pas la meilleure voie.

Le second tente de mettre à jour les contradictions et les articulations entre deux espaces de participation politique, celui des communautés indiennes et celui des élections étatiques et fédérales, dans un état dont la législation électorale reconnaît, depuis peu, les us et coutumes comme procédé de désignation des autorités municipales. Au delà des différences significatives dans la conception de la citoyenneté, l'auteur cherche à rompre avec les interprétations qui ne voient que des contradictions irréductibles dans les relations entre les formes communautaires d'organisation politique et la démocratie libérale.

La revue conclut avec la présentation du projet de recherche de Christian Gros sur les logiques ethniques et l'action étatique, que l'auteur a voulu partager avec les lecteurs afin de lancer, là aussi, un débat fructueux avec tous ceux qui travaillent sur des thèmes voisins.

Il s'agit là d'un *Trace* bigarré mais dont les réflexions convergent, malgré la disparité des terrains d'étude, sur une même question à portée universelle: quelle démocratie pour une nation socialement et culturellement diverse? Nous espérons avoir su lancer un débat pluriel et pluridisciplinaire sur les changements dans la représentation politique qui, nous le souhaitons, pourra fleurir lors du colloque organisé, sur le même thème, par le CEMCA, l'IFE, le CIESAS et l'INEHRM, les 22 et 23 février 2000 à Mexico. \*

*David Recondo*  
*Politologue, Cemca*

## Prólogo

### Diversidad social, política plural

Las últimas elecciones de México parecen reflejar la consolidación de un sistema de partidos políticos cada vez más competitivo. La composición plural de la Cámara de Diputados, producto de las elecciones del 6 de julio de 1997, junto con las alternancias de poder producidas tanto en la Ciudad de México como en diferentes estados de la República (Chihuahua, Guanajuato, Zacatecas, Nayarit, Tlaxcala, etc.), son igualmente signos de un cambio político sin precedentes. Los partidos, en un pasado figuras fantasmagóricas en la mayoría del país, parecen cobrar vida, y el juego de la competencia produce transformaciones visibles en el funcionamiento de las instituciones públicas.

El panorama, sin embargo, no carece de sombras; la tasa de abstención, particularmente alta en ciertas regiones, los discursos antipartidistas que se escuchan en la ciudad y en el campo junto con los conflictos que se producen fuera de los canales institucionales nos obligan a moderar nuestro entusiasmo. Esos elementos pueden hacer nos pensar en una disyunción entre una esfera política aparentemente abierta y competitiva, y una esfera social que no se siente representada en esas instituciones. Es válido preguntarse si se trata de un fenómeno coyuntural debido al reemplazo gradual de un sistema político no competitivo por uno que sí lo es, de una especie de aprendizaje de la democracia... O si, más bien, se trata de una crisis más profunda de principios y mecanismos intrínsecos de la democracia representativa. Por último, ¿qué propuestas han sido planteadas, desde el Estado y fuera de él, para establecer nuevos mecanismos de participación ciudadana y de representación política?

Sin embargo, las irregularidades de la democratización mexicana no parecen deberse sólo a una especificidad local. Asombra ver hasta qué punto las discusiones sobre la crisis de los partidos políticos, las formas de la democracia y la consolidación de la "sociedad civil" se acercan a aquellas que se producen en otras latitudes. La originalidad del caso mexicano de preferencia radica en el hecho de que este país debe hacer frente a una doble transición, la del paso de un sistema político semi democrático a un sistema de partidos políticos competitivo, y a la vez, la de la invención de formas de representación y participación política que vayan más allá de la democracia representativa. El número 36 de la revista *Trace* aborda justamente este tema, el de la "transición traslapada"; se trata de evaluar el alcance de las transformaciones del Estado y del sistema político en su imbricación con los cambios que conocen las otras esferas de la acción social.

Olivier Dabène nos introduce en el tema al esbozar los principales ejes de reflexión del número. A partir de un análisis comparativo de los casos de Chile, Brasil

y América Central, este autor se cuestiona sobre el peso relativo de las movilizaciones sociales y el de las negociaciones entre las élites, en los procesos de democratización. Sobre todo, proporciona un elemento interesante para nuestra discusión cuando evoca las relaciones entre la exigencia, por parte de los actores sociales, de una mayor incidencia en las decisiones políticas, y las reformas efectuadas recientemente en diversos países (Bolivia, Colombia y Perú), con miras a establecer mecanismos de participación ciudadana que vayan más allá del simple voto. Nos demuestra cómo, en la situación actual de crisis económica y de marginalización crecientes, estos cambios institucionales no garantizan en nada la eficacia de las nuevas formas de acción colectiva.

Directo al tema de la consolidación del sistema de partidos políticos es donde se dirige Jean François Prud'homme, en el segundo artículo. El autor sostiene, contrario a ciertas ideas en circulación, que los elementos más criticados del sistema político mexicano, en particular, las restricciones legales en materia electoral, han favorecido la consolidación de un sistema de partidos competitivo. Destaca, además, que los efectos del cambio político no sólo se hacen sentir sobre el partido hasta ahora en el poder, lo hacen también sobre el conjunto de los partidos, obligados a encontrar los mecanismos que les permitan mantener el equilibrio entre sus fuerzas internas y a controlar las ambiciones personales, a la vez que deben tratar de consolidar su vinculación con los diferentes sectores de la sociedad.

Hélène Combes nos proporciona, con su texto sobre la Asamblea Legislativa del DF, una perspectiva local de los problemas de la representación política. Analiza, utilizando el concepto de "red asociativa", las diferentes nociones de representación de las que dan muestras los diputados de oposición, procedentes de organizaciones sociales. La autora trata de detectar la construcción, insegura y ambigua, de nuevas formas de relaciones entre representantes y representados.

Al comparar las transformaciones del sistema político mexicano y las del sindicalismo, Ilán Bizberg analiza, en su artículo, la emergencia de un actor sindical autónomo. La pérdida de control del presidente de la República sobre el sindicalismo oficial contribuye tanto a una consolidación del sector más conservador del sindicalismo obrero como a la constitución de nuevas organizaciones ajenas al sistema corporativista. Bizberg hace hincapié sin embargo sobre la fragilidad de este nuevo actor que no es más que el reflejo de la debilidad generalizada de los actores sociales de México. Esto vuelve incierta una transición que es la obra casi exclusiva de las fuerzas políticas.

Sergio Sarmiento Silva y de Adelfo Regino Montes introducen un elemento recurrente en el resto de los artículos: la participación y la representación política desde el punto de vista de los actores étnicos o culturales. El primero nos ofrece un panorama de las diferentes posiciones asumidas por las organizaciones indígenas mexicanas, frente a las elecciones. Presenta una gran diversidad de experiencias que corresponden, en el caso de las organizaciones que constituyen el movimiento indio nacional, a dos grandes corrientes: la de quienes son favorables a una alianza estratégica con los partidos políticos y la de quienes se niegan totalmente a participar en las elecciones de forma coordinada.

Adelfo Regino nos proporciona una visión indígena de la actual transición democrática. Apoya una concepción alternativa de la democratización que no se base sólo en los partidos políticos. A partir de la construcción de regímenes de autonomía, los indios, en particular, podrán participar, de forma activa, en la política regional y nacional con el establecimiento de nuevos mecanismos de designación de sus representantes.

Willibald Sonnleitner y Edmundo Henríquez nos proporcionan un estudio minucioso, municipio por municipio, de las últimas elecciones en la zona indígena de Los Altos de Chiapas. Con un análisis de las diferentes estrategias electorales adoptadas por las comunidades frente al pluripartidismo, los dos autores demuestran cómo las formas de organización política tradicional se han adaptado, una vez más, a las reglas del nuevo juego político electoral integrando progresivamente el pluralismo a las prácticas asociadas a los usos y costumbres.

A otra situación regional, a la del estado de Oaxaca, hacen referencia los dos últimos artículos, el de Jorge Hernández Díaz y el de David Recondo. El primero analiza dos casos de organizaciones indias regionales que tuvieron una trayectoria diferente en materia de participación electoral, pero que parecen converger hacia un mismo punto: el de la necesidad que tienen actores comunitarios de estar representados en las instancias regionales y federales, incluso si los partidos no constituyen la mejor vía para ello. El segundo autor trata de poner al día las contradicciones y las articulaciones entre dos espacios de participación política, el de las comunidades indias y el de las elecciones estatales y federales, en un estado en donde la legislación electoral reconoce, desde hace poco, los usos y costumbres como procedimiento de designación de autoridades municipales. Más allá de las diferencias significativas en la concepción de la ciudadanía, el autor trata de romper con las interpretaciones que nada más ven contradicciones irresolubles en las relaciones entre las formas comunitarias de organización política y la democracia liberal.

Este número se termina con la presentación del proyecto de investigación de Christian Gros sobre las lógicas étnicas y la acción estatal, que el autor quiso compartir con los lectores con el fin de lanzar, igualmente, un debate fructífero con todos aquellos que trabajan temas próximos.

El de ahora es un ejemplar un tanto abigarrado, pero en donde los temas de reflexión convergen, pese a la diversidad de zonas de estudio, sobre un mismo cuestionamiento de alcance universal: ¿qué tipo de democracia para una nación social y culturalmente tan diversa? Esperamos haber sido capaces de lanzar un debate plural y pluridisciplinario sobre los cambios en la representación política, el cual, ése es nuestro deseo, podrá desarrollarse, en el coloquio organizado, sobre este mismo tema, por el CEMCA, el IFE, el CIESAS y el INEHRM, los días 22 y 23 de febrero, del año 2000, en la Ciudad de México. \*

*David Recondo*  
*Político, Cemca*